Dominique AVON, *La liberté de conscience. Histoire d'une notion et d'un droit*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2020, 1171 p.

Bernard Heyberger

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/assr/63944>

DOI : 10.4000/assr.63944

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 4 décembre 2021

Pagination : 169-172

ISBN : 9782713228735

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Bernard Heyberger, « Dominique AVON, *La liberté de conscience. Histoire d'une notion et d'un droit* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 196 | octobre-décembre 2021, mis en ligne le 01 décembre 2021, consulté le 13 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/assr/63944> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.63944>

Ce document a été généré automatiquement le 13 février 2022.

© Archives de sciences sociales des religions

Dominique AVON, *La liberté de conscience. Histoire d'une notion et d'un droit*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2020, 1171 p.

Bernard Heyberger

RÉFÉRENCE

Dominique AVON, *La liberté de conscience. Histoire d'une notion et d'un droit*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2020, 1171 p.

- 1 L'ouvrage ambitieux de Dominique Avon s'attache à explorer une notion : la liberté de conscience qui présuppose « l'unicité d'un sujet ou "sujet pensant" » (p. 17), une conscience autonome de l'individu en mesure de choisir la nature de ses relations aux autres êtres humains, et de s'opposer le cas échéant au représentant du pouvoir dans un groupe donné. Cette anthropologie, relativement récente à l'aune de l'histoire de l'humanité, défendue entre autres par René Cassin, est loin de faire l'unanimité. Elle implique en particulier la question du rapport du sujet individuel à l'autorité politique et à l'autorité religieuse. Elle a débouché sur un droit, concrétisé dans l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUHU) (1948), qui depuis lors fait polémique. L'article énonce : « Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion », puis précise que « ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seul ou en commun ». Les adversaires de la liberté de conscience lui opposent le droit à la liberté religieuse, consistant à autoriser la libre pratique d'un culte (en général : de certains cultes déterminés seulement), qui n'implique pas le droit de changer de religion ou de se marier hors de sa confession, ni d'afficher individuellement et publiquement une conviction ou une religion quelconque.

- 2 L'auteur, voulant échapper aux accusations d'eurocentrisme et d'arrogance « moderne » fondés sur la rupture heuristique supposée de la Renaissance, ambitionne d'aborder le sujet en historien, ayant le projet « d'étudier, dans la longue durée et sans écartier une région du monde, la genèse, les mutations, la circulation d'un concept dans ses différentes acceptions et dans plusieurs langues, en tenant compte des écarts potentiels provoqués par la traduction » (p. 22). Il veut aussi se démarquer d'une approche par « la geste des philosophes », en pratiquant une « histoire peu conceptuelle », qui combine une approche « par une narration d'événements politiques et religieux centrée sur le rôle des autorités » à une approche par les « acteurs qui ont conscientisé une différence, une autonomie, un refus, et exprimé, dans un registre philosophique, juridique, théologique, la possibilité de formuler la liberté de conscience » (p. 179).

- 3 On est au regret de constater que le résultat de la démarche, en dépit de l'effort considérable de mobilisation de la documentation qu'elle implique, n'est pas entièrement satisfaisant, l'auteur étant amené soit à s'en tenir à des faits et événements très généraux retracés à grands traits, et donc peu porteurs de sens, soit à aborder des pensées complexes sous des formes résumées, souvent elliptiques. Le lecteur, auquel on offre à peine des moments de respiration dans de brèves introductions synthétiques aux chapitres, est entraîné dans une vertigineuse suite d'événements, d'auteurs, de titres, de citations, de termes en différentes langues. Il est vrai que la présence d'un index des noms de personnes permet de se servir de l'ouvrage comme d'une encyclopédie. Par ailleurs, l'ambition d'écrire une histoire globale se heurte aux limites des compétences de l'auteur, et surtout à celles de la définition de l'objet : la chrétienté latine et l'Islam se situent bien au-delà des autres aires culturelles en nombre de pages qui leur sont consacrées. C'est le catholicisme et l'islam sunnite qui sont les principaux champs de compétence de l'auteur, et ce sont les positions de ces deux religions sur le sujet de la liberté de conscience qui forment la part la plus documentée et la plus pertinente de l'ouvrage.

- 4 Dans une première partie, l'ouvrage retrace parfois minutieusement les circonstances dans lesquelles l'article 18 de la DUDH a été élaboré et accepté, marquant la victoire temporaire des forces libérales sur des conceptions politiques autoritaires ou totalitaires et sur des conceptions religieuses. Il est intéressant de relever que l'élaboration de la DUDH a été confiée à un comité composé de l'Américaine Eleanor Roosevelt, du Chinois Peng-Chung Chang, et du Libanais Charles Malik. Dès l'origine, l'Arabie Saoudite, suivie par l'Égypte, la Syrie, l'Irak et le Pakistan, se positionna contre le texte, en particulier contre l'article 18, arguant du danger du « prosélytisme ». Mais la DUDH pouvait aussi être une arme tournée contre les puissances coloniales, ce qui explique qu'elle fut défendue par une Indienne (Hansa Jivraj Mehta), un Chinois et un Libanais. Elle pouvait également trouver le soutien de minorités contre la majorité, par exemple des *ahmadi* dans l'océan sunnite pakistanais.

- 5 La ratification du texte et sa mise en œuvre se heurtèrent à des obstacles dans nombre d'États, y compris parmi les promoteurs du projet. Le contexte de la guerre froide ne favorisait pas l'application de la DUDH même dans les États réputés libéraux. L'ouvrage passe en revue une grande partie des États du monde, et leur positionnement par rapport aux libertés individuelles dans les décennies 1950 et 1960. Le chapitre suivant résume les prises de position intellectuelles en faveur de la liberté de conscience et de l'autonomie de la conscience individuelle, ou au contraire les mises en cause, sur une

base de critique marxiste ou culturaliste. Loin de l'ambition universaliste de ses promoteurs, la DUDH apparaissait ainsi plutôt comme l'expression d'un courant de pensée politico-philosophique, au service du libéralisme et de l'impérialisme de l'Occident.

- 6 Après cette première partie, l'auteur adopte un plan chronologique. Dans une seconde partie intitulée « Soumission, pluralité, *Libertas* », il entend remonter aux origines de l'idée de liberté individuelle sur un axe du temps allant du « XXI^e siècle avant E.C. au XV^e siècle », et dans une démarche comparatiste, en s'excusant (p. 181) de ne pas inclure dans sa vaste fresque les Olmèques (1200-500 avant notre ère) ni d'autres peuples, pour lesquels les sources ont disparu ou ne se sont transmises qu'oralement.
- 7 La troisième partie est consacrée à l'apparition et au développement des notions de liberté et de tolérance. Et c'est bien dans le contexte européen du XVI^e siècle « que le syntagme liberté de conscience se diffusa ». « À l'extérieur de cette région du monde, en revanche, elle resta totalement inconnue » (p. 399). L'auteur s'attache à retracer l'itinéraire des mots et des concepts de « liberté », « conscience », « tolérance » dans les œuvres des grandes figures attendues de l'humanisme et de la Réforme, qui posent aussi la question centrale, en ces temps de guerres de religion, de la distinction entre l'obéissance au souverain et la confession du sujet croyant, soit de la possibilité de faire vivre ensemble, sous l'autorité d'un souverain, des individus de croyances différentes. De la réflexion et des controverses qui se poursuivent au XVII^e siècle autour des mêmes notions, émerge progressivement l'idée que la liberté était attachée à la nature de l'homme. De même fut posé le principe d'une distinction entre les sphères politique et religieuse, la première l'emportant sur la seconde. La « liberté de conscience » existait en tant que notion, mais pas en tant que droit de professer librement n'importe quelle foi ou de ne pas en avoir.
- 8 La partie IV est consacrée à la « conscience des Lumières », sur un axe du temps long, de 1720 à 1880 environ, ce qui permet d'y inclure les révolutions et la pensée antilibérale du XVIII^e et du XIX^e siècle. Cette période est marquée par le glissement de sens de la « liberté de conscience » comme « droit à la liberté d'exercer publiquement un culte vers le droit à penser ou croire ce qu'une personne voulait » (p. 551). Mais tout le monde ne s'accordait pas sur la définition du terme, ni sur sa reconnaissance comme un droit. La période postrévolutionnaire en particulier apparaît comme obsédée par « cette éternelle et effrayante question de la liberté humaine dont la solution importe tant non seulement à la morale, mais à la politique » (Tocqueville, cité p. 664). Chez les pères fondateurs des États-Unis, c'est la notion de *religious freedom* qui s'est imposée, plutôt que celle de « liberté de conscience », ce qui implique le droit de changer de religion ou d'en créer une nouvelle, mais pas explicitement de ne pas en avoir, tandis que la conception française de la « liberté de conscience » se diffusait sur le continent européen. Le recours à une de ces deux notions alimente encore aujourd'hui les discussions internationales autour des droits de l'homme.
- 9 La réaction catholique aux Lumières, la plus élaborée, mais aussi la pensée socialiste antilibérale, visant à instituer une égalité de fait par-delà une égalité de droit, eurent à se positionner sur la question de la liberté. Le reste du monde restait quasiment à l'écart de cette évolution de la pensée politique. La domination coloniale par les puissances européennes ne s'accompagnait pas de l'expansion des droits de l'individu, définis dans les régimes parlementaires métropolitains, aux « indigènes » des colonies. Néanmoins, progressivement, les idées et les débats européens eurent des échos

ailleurs. L'expédition de Bonaparte en Égypte amena les ulémas égyptiens, bien que coopératifs envers les Français dans un premier temps, à livrer un discours hostile au gouvernement de la Raison et aux proclamations déistes ou relativistes des occupants, qui se voulaient pourtant favorables à l'islam. Dans la seconde partie du XIX^e siècle, l'affiliation à la franc-maçonnerie contribua à la diffusion des idées des Lumières dans la partie turcophone et arabophone de l'Empire ottoman, jusqu'à ses plus hautes sphères. On connaît l'appartenance d'Abd Al-Kader à une loge. L'émir, tout comme le réformateur tunisien Khayr Al-Din, était favorable au dialogue avec les croyants des religions reconnues par l'islam, mais sans concéder à l'individu la liberté de contester l'autorité des prophètes. C'est Butrus Al-Bustâni, un chrétien converti au protestantisme, qui introduisit pour la première fois la notion de « liberté de conscience » en langue arabe, dans son encyclopédie (p. 689). C'est à la même époque que la question des conversions, et surtout de l'apostasie de l'islam, devint un sujet politique dans l'Empire ottoman, le gouvernement adoptant une politique louvoyante, entre les pressions des puissances et celle de l'opinion publique musulmane.

- 10 La partie V parcourt la période de 1880 à 1945, et est intitulée « Luttres pour l'imprescriptibilité de la liberté de conscience ». Celle-ci correspond à la fois au « ralliement » de l'Église catholique aux régimes parlementaires fondés sur la souveraineté populaire, et au combat de celle-ci contre la pensée « moderniste ». Les encycliques de Léon XIII nient que l'Église soit « l'adversaire de la liberté humaine », mais dénoncent « l'idée défectueuse et comme à rebours que l'on se fait de la liberté », car il n'est pas question d'accepter de garantir les mêmes droits et les mêmes privilèges à toutes les confessions, et il faut distinguer « la liberté des cultes » ou « de religion » de la « liberté de pensée ou de conscience » (p. 758). L'autorité de l'Église ne pouvait être soumise au pouvoir temporel ou à la volonté populaire.
- 11 En même temps, se développait une pensée séculière, qui, avec la naissance de la sociologie et de la psychanalyse, et les nouveaux développements philosophiques, d'un côté approfondissait les notions de conscience et de liberté humaines, et d'un autre les soumettait à des forces sociales qui les orientaient et les dirigeaient. Le marxisme « scientifique » affirmait le facteur déterminant des rapports sociaux, se référant peu ou pas du tout à la conscience individuelle. L'ébranlement provoqué par la Première Guerre mondiale fit remettre en cause sous diverses formes le principe libéral que la Cité était constituée d'êtres humains agrégés librement. Les démocraties libérales elles-mêmes réduisirent la liberté d'expression, et firent appel à la force mobilisatrice des discours religieux pendant le conflit. À sa sortie, une tentative de nouvelle organisation mondiale aboutit à la création de la Société des Nations, qui, dans son pacte de 1919, incluait la liberté de conscience dans un article concernant le gouvernement des colonies confiées aux puissances sous forme de mandat.
- 12 Mais les États attachés au libéralisme devenaient minoritaires dans un ordre du monde qui s'élargissait aux continents non européens et aux nouveaux États indépendants. Pour les critiques du libéralisme, qui se diffusaient partout, l'individu s'inscrivait nécessairement dans une communauté, et était soumis à la force du mythe, à la volonté politique et au développement technique. Dans les pays musulmans, et plus spécifiquement dans le monde arabe, des auteurs épousent alors la pensée libérale, mais se heurtent aux tenants de la loi religieuse et aux défenseurs de l'autorité des juristes. Pour un lectorat peu initié, l'ouvrage offre les éléments d'un débat qui surgit dans les années 1930, dans un contexte anticolonial et antioccidental, autour de la

charia et du caractère islamique de l'État, et qui depuis ne s'est plus apaisé. Il y évoque notamment la pensée « intégrale » du fondateur des Frères musulmans (p. 869-880).

- 13 Les idées libérales, portées au pinacle vers la fin du XIX^e siècle, connurent une véritable défaite dans les années 1920 et 1930. Mais avant même la victoire finale des Alliés en 1945, on assista à une mobilisation d'un certain nombre de personnalités pour les réactiver. Cet épisode a fait l'objet de la première partie de l'ouvrage (des années 1940 à la fin des années 1960). Sans y revenir, la dernière partie du livre traite de la séquence historique la plus récente (1968-2018), marquée par l'extension du droit international (accord d'Helsinki, pacte international relatif aux droits civiques et politiques à l'ONU, Cour pénale internationale...), l'émergence des sociétés civiles (Amnesty International, Human Rights Watch...), mais aussi la puissance globale de certaines entreprises privées, et le développement de nouveaux moyens de surveillance et de contrôle. Ces évolutions ont rendu la situation de l'individu plus complexe dans son rapport à l'État et à d'autres instances.
- 14 La période, marquée par l'effondrement du communisme en Europe et des régimes autoritaires en Amérique du Sud, n'est pas, comme on a pu le croire vers 1990, celle du triomphe sans concurrence des idées libérales. En fait, il a fallu un certain temps pour prendre conscience que celles-ci étaient contestées dans bien des pays, y compris dans les démocraties occidentales, par des formes variées de culturalisme, encourageant des processus d'ethnisation par la langue, la religion, la couleur de peau, etc., assez fortes pour mettre un frein à la libéralisation d'un certain nombre de sociétés. L'auteur retrace la construction cohérente et dans le long terme d'une opposition des États à référent islamique à tous les textes internationaux faisant mention de la liberté de conscience et/ou du droit de choisir sa religion, et de leur offre alternative en matière de droits, mettant en avant des notions comme la « liberté religieuse » ou la « diffamation des religions ». La pensée islamique à l'égard des droits de l'homme oscillait entre l'affirmation que ceux-ci sont étrangers à la tradition musulmane et l'allégation que, dans l'islam, ils sont antérieurs à la pensée moderne européenne et mieux fondés. Les efforts des auteurs musulmans soutenus par les pétromonarchies visaient ainsi à présenter « la proposition musulmane intégrale » comme l'unique alternative à l'Occident colonisateur et corrompu.
- 15 La partie consacrée au statut et à la gestion de la liberté de conscience dans les démocraties européennes n'est pas la moins intéressante. Beaucoup d'États ont dû ajuster leur droit national aux normes internationales qu'ils avaient souscrites. D'autre part, le périmètre du religieux se transformait dans les sociétés occidentales, avec la désaffection des cultes établis, l'implantation de religions venant d'autres aires culturelles, et la créativité en matière de croyances et de pratiques. À l'occasion de causes particulières portées devant eux, les tribunaux durent préciser des notions comme celle de « prosélytisme » ou de « blasphème », ou prendre position à propos du port du voile ou de la pratique de la circoncision, toutes les parties pouvant invoquer devant la cour « la liberté de conscience » en leur propre faveur.
- 16 L'ouvrage s'achève sur les remises en cause actuelles de la notion de conscience, venant essentiellement des progrès des neurosciences et des entrepreneurs du transhumanisme. Ces interrogations présentes et à venir sur les limites de la condition humaine et sur les droits qui y sont associés font apparaître le surgissement et la consécration relative de la notion de « liberté de conscience », traités dans les 1171 pages de cet ouvrage, comme un épisode singulier dans l'histoire de l'humanité.